

Appel des maires belges pour le désarmement nucléaire, septembre 2007

LE GOUVERNEMENT BELGE DOIT AGIR EN FAVEUR DU DESARMEMENT NUCLÉAIRE

Au milieu des négociations pour un nouveau gouvernement nous ne devons pas oublier le bombardement d'Hiroshima; il y a 62 ans une seule bombe a causé une destruction et un massacre sans précédent. Nous demandons avec force que l'accord de gouvernement contienne plus qu'une déclaration de pure forme en faveur du désarmement nucléaire. Nous sommes appuyés par une large partie de l'opinion.

Le mouvement de paix a toujours eu un large soutien dans ce pays, dont témoignent les démonstrations massives d'opposition aux armes nucléaires. Ce mouvement de base doit maintenant se traduire en termes politiques. En Belgique, 259 des 589 bourgmestres sont membres du mouvement "Maires pour la Paix", dirigé par le maire de Hiroshima, Tadatoshi Akiba, mouvement qui se développe très rapidement dans le monde entier. Plus de la moitié des bourgmestres Flamands et Bruxellois, et presque autant de Wallons y ont adhéré. Tous le font parce qu'ils sont soucieux de la sécurité de leurs concitoyens et que la prévention est le meilleur remède.

D'où la campagne : « Cities are not targets » (les villes ne sont pas des cibles). Or, la majorité des armes nucléaires sont pointées vers des grandes villes. Le mouvement des maires voudrait qu'en 2020, on ait un monde sans armes nucléaires.

De même, les parlementaires belges, tant au Sénat qu'à la Chambre, ont voté des résolutions qui interpellent le gouvernement et lui demandent que, tant dans l'Union européenne qu'à l'OTAN, on discute de l'abolition des armes atomiques et de l'élimination des têtes nucléaires américaines stationnées en Belgique et chez d'autres membres de l'Union. (1)

Il ne s'agit donc pas d'un problème marginal, pour les hommes politiques, ni au niveau local, ni au niveau national. Kofi Annan déclara lors d'un de ses derniers discours comme Secrétaire Général des Nations Unies : « Alors que les gouvernements travaillent ensemble à la solution de toute une série de dangers et de risques internationaux, il y a un problème pour lequel aucune stratégie commune n'existe, bien qu'il constitue la plus grave menace de toutes, celle des armes nucléaires » (2). Le secrétaire général voulait ainsi, une fois de plus, attirer l'attention des puissances nucléaires officielles et des membres de l'OTAN qui s'en tiennent aux doctrines nucléaires pour assurer leur sécurité et établissent des plans de modernisation sans frein.

La Grande Bretagne a annoncé cette année le renouvellement de son système Trident, tandis que la France fait des essais de la nouvelle fusée M51. D'autre part, nous voyons les États nucléaires non officiels (l'Inde, Israël, la Corée du Nord et le Pakistan) mettre une énorme pression sur le Traité de Non Prolifération, en même temps que l'Iran rejoindra le club nucléaire dans un avenir proche.

Mohamed El Baradei, le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, intervient en disant : "Nous devons nous débarrasser de l'idée que certains pays ont un droit moral de posséder des armes nucléaires, mais que c'est inadmissible pour d'autres qui veulent eux aussi s'en doter pour leur propre sécurité."

Le 4 janvier, H. Kissinger, avec plusieurs autres hommes politiques conservateurs, a publié un article dans le Wall Street Journal où ils déclaraient que délivrer le monde des armes nucléaires est une tâche urgente. Ils trouvaient l'arme atomique nécessaire pendant la guerre froide, mais considèrent aujourd'hui qu'elle est périmée et constitue un danger qui va croissant. (3).

"L'Horloge de l'Apocalypse", ce baromètre universel du Bulletin of Atomic Scientists, qui estime de combien l'Humanité est loin de l'apocalypse nucléaire, a été avancée de 2 minutes, à minuit moins cinq. Les scientifiques fondent leur estimation du danger accru par deux arguments : la prolifération des armes nucléaires et le refus des puissances nucléaires (Etats Unies, France, Royaume Unie, Russie et Chine) de réduire leurs arsenaux atomiques. La situation internationale empire. C'est pourquoi le gouvernement belge doit plaider aux Nations Unies, dans l'Union européenne et à l'OTAN, pour une approche équilibrée de la non-prolifération, par laquelle nous devons commencer par balayer devant notre porte. C'est pourquoi l'accord gouvernemental devra inclure un paragraphe plus significatif que les fois précédentes. En 2003, l'allusion à l'OTAN incluait l'affirmation suivante : « l'OTAN peut contribuer à la réduction du nombre des armes nucléaires en ne plaçant pas de telles armes dans les nouveaux États membres de l'alliance, et aussi en réduisant l'arsenal existant dans les anciens pays membres. Le gouvernement plaidera à l'OTAN pour une plus grande transparence de la stratégie nucléaire. »

En dépit de l'action des bourgmestres, des résolutions passées au Parlement et du passage cité ci-dessus de l'accord gouvernemental précédent, nous voyons que l'Etat n'a donné aucune suite à ces demandes manifestes de réduction de l'armement nucléaire. La crainte d'être isolé sur le plan international et le désir de maintien de bonnes relations avec Washington ont paru plus importants que de donner corps à ces résolutions.

Cette crainte d'isolement doit être relativisée. Dans d'autres pays membres de l'OTAN, comme la Norvège, l'Italie et l'Allemagne, existe une demande démocratique pour une plus grande influence de leur gouvernement dans l'OTAN. En accord avec ces pays, la Belgique ne serait pas seule dans l'alliance.

Ces pays doivent, dans le cadre de l'OTAN, convaincre Washington de retirer ses armes nucléaires d'Europe. En ce qui concerne la Belgique, il s'agit de se débarrasser de plus de 20 têtes nucléaires, équivalentes à environ 200 Hiroshimas. Le passé montre que cela peut se faire sans entraîner un boycott économique de la part de Washington. Des bombes semblables à celles actuellement à Kleine Brogel ont été retirées de Grèce en 2001 et on a annoncé récemment que les armes nucléaires américaines sont évacuées de la base aérienne de Ramsten, en Allemagne.

L'Europe doit devenir une grande zone dénucléarisée. Dans le monde, la majorité des pays ont adhéré à une politique de sécurité qui ne laisse pas de place aux doctrines nucléaires. Il y a déjà 9 zones dénucléarisées, dont l'Afrique, l'Asie centrale, l'Amérique centrale et du Sud, le Sud Est de l'Asie.

Au nom des bourgmestres, et encouragés par les résolutions de la Chambre et du Sénat, nous demandons plus que fermement que le prochain gouvernement belge adopte ces principes dans son accord général, pour s'attaquer au problème du désarmement nucléaire et prendre les décisions d'en appliquer les mesures nécessaires.

Anne-Marie Lizin, Sénatrice-Bourgmestre de Huy, PS
Béatrice Bulteau, Bourgmestre d'Ecaussinnes, cdH
Benoît Dispa, Bourgmestre de Gembloux, cdH
Jean-Michel Javot, bourgmestre Amay, Ecolo
Patrick Moriau, Bourgmestre de Chapelle-Lez-Herlaimont, P.S.
Bruno Tellier, bourgmestre de Vresse-Sur-Semois, cdH
Jean-Luc Dehaene, bourgmestre Vilvoorde, CD&V
Theo Kelchtermans, bourgmestre Peer, CD&V
Luc Dehaene, bourgmestre Ieper, CD&V
Patrik Janssens, borgmeste Antwerpen, sp.a
Ingrid Pira, bourgmestre Mortsel, Groen!
Daniel Termont, bourgmestre Gent, sp.a
Patrik Vankrunkelsven, ex-bourgmestre Laakdal & sénateur Open VLD
Danny Claeys, bourgmestre Nazareth, CD&V

(1) Resolution Chambre <http://www.dekamer.be/FLWB/pdf/51/1545/51K1545007.pdf>

Resolutie Sénat

http://www.senate.be/www/?MIval=/index_senate&MENUID=12420&LANG=nl

nr 3-985/5

(2) Kofi Annan, Princeton University

<http://www.un.org/News/Press/docs/2006/sgsm10767.doc.htm>

(3) Carte blanche Kissinger, Nunn, Shultz & Perry, Wall Street Journal

<http://www.2020visioncampaign.org/pages/113/>